

Dans un rapport qu'elle a publié, le lundi 12 novembre, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et les organisations membres en Haïti: le Réseau national pour la défense des droits humains (RNDDH) et le Centre Œcuménique des droits humains (CEDH) ont dressé un tableau sombre sur la situation humanitaire en Haïti, près de trois ans après le séisme dévastateur de janvier 2010.

Selon la FIDH, 370 000 personnes vivaient encore dans des conditions « précaires » dans des camps de déplacés en Haïti : « les populations sont abandonnées par les ONG et se trouvent dans une situation de vulnérabilité extrême ».

« La situation sanitaire et sécuritaire sont déplorables dans les camps. Les conditions de vie dans les camps sont indignes et se dégradent », a déploré [l'organisme international de défense des droits humains](#) qui a dénoncé, par ailleurs, les expulsions forcées qui se multiplient dans les camps implantés sur des terrains privés.

Dans ce [rapport](#), faisant suite à une mission d'enquête menée dans le pays du 16 au 25 mai, la Fédération internationale des droits de l'homme a observé une dégradation dans la situation humanitaire dans le pays.

« Vivre à l’abri de la peur et du besoin, traduisant l’aspiration de tout être humain à vivre dans la dignité et à jouir de ses droits fondamentaux, n’est qu’une utopie pour l’immense majorité des Haïtiens », ont écrit les rédacteurs du rapport.

D’après les données que dispose la FIDH, plus de 80 % de la population haïtienne vit en dessous du seuil de la pauvreté, plus de deux ans après [le séisme qui a ravagé les départements : Ouest et Sud-Est d’Haïti](#)

« La persistance de ce problème majeur est le signe que les politiques menées jusqu’à présent par les autorités haïtiennes et par les organisations internationales qui sont intervenues massivement en Haïti ont largement échoué », a signalé la fédération.

Pour la Fédération internationale des droits de l’homme, l’aide humanitaire internationale portée à Haïti – en signe de solidarité des pays amis – après le séisme n’a malheureusement pas conduit à renforcer les capacités des Haïtiens eux-mêmes à prendre en main la reconstruction du pays.

Qualifiant « d’échec principal » cet état de fait, la FIDH a attribué la responsabilité à ceux qui ont le pouvoir mais qui, d’après elle, n’ont pas l’exercé en faveur des besoins de la majorité.

Aussi, elle a pointé du doigt les acteurs internationaux : publics et privés qui ont imposé leurs « solutions » dans la confusion et l'incohérence sans la participation des principaux intéressés dans les décisions.

« Le résultat combiné des graves défauts de gouvernance des responsables de l'État et des politiques menées par des intervenants externes peut se résumer par un triple constat qui explique pourquoi le pays n'est pas sorti de la dépendance massive de l'aide humanitaire et pourquoi la sécurité humaine reste extrêmement vulnérable aujourd'hui en Haïti », a-t-on lu dans le rapport.

Ce rapport, prenant en compte la vulnérabilité et la précarité accrue des victimes du séisme du 12 janvier 2010, a relevé une marginalisation de l'Etat, de la société civile haïtienne et des entreprises haïtiennes dans la conjoncture actuelle.

Fort des menaces les plus graves sur la sécurité humaine, la FIDH a appelé les acteurs décisionnels : nationaux, régionaux et internationaux à prendre des mesures [urgentes] en vue de réformer, transformer et d'impulser des politiques pour améliorer les conditions de vie de la population.

Haïti-Post Séisme : La situation humanitaire dénoncée par la FIDH

Écrit par SFD/HPN

Mardi, 13 Novembre 2012 15:29

Sylvestre Fils Dorcilus

dsylvestrefils@yahoo.fr

Twitter : @sfdorcilus